

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Mission d'Assistance Technique Juridique et Financière Autorisation de résilier le marché.

Jean-Louis GELY rapporte :

Par délibération du 6 février 2012, le Conseil Municipal a attribué au groupement SOCOFIT – EC6 Méditerranée - Finance Consult - Cabinet Latournerie Wolfrom & Associés le marché d'assistant à maîtrise d'ouvrage pour accompagner la collectivité dans l'étude et la réalisation d'une nouvelle cuisine centrale.

A l'issue des deux premières phases de cette mission de prestations intellectuelles comprenant l'étude de faisabilité, l'évaluation préalable et le dossier décisionnel comparateur, il apparaît que le bâtiment existant présente un potentiel de réaménagement qui permettra d'augmenter la production jusqu'à 13 000 repas jour, ce qui correspond aux besoins prévisibles pour les années à venir.

Cette solution de restructuration et de réaménagement des locaux actuels paraît efficiente tant en termes de coût que d'organisation de ce service en régie directe. L'autorisation de programme n° 2013 I32 votée lors de cette même séance dans le cadre du Budget Supplémentaire 2013 permet d'engager dès à présent les études nécessaires.

L'article 20 du CCAG-PI prévoit la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution des prestations de la mission d'assistance technique dès lors que deux conditions sont remplies :

- 1 – les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- 2 – chacune des parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

Ces deux conditions étant remplies au titre du marché, la résiliation peut être prononcée conformément à l'article 31.3 du CCAG-PI.

En conséquence il est demandé au Conseil Municipal,

- de décider la résiliation du marché n° 1H521301 concernant la Mission d'Assistance Technique Juridique et Financière pour l'étude et la réalisation d'une nouvelle cuisine centrale,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer la résiliation du marché et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013